HAL
open science

Les empires coloniaux à l'origine des différences de développement ?

Guillaume Daudin

To cite this version:

Guillaume Daudin. Les empires coloniaux à l'origine des différences de développement ?. Questions internationales, 2007, 26, pp.62 - 66. hal-03587833

HAL Id: hal-03587833

https://sciencespo.hal.science/hal-03587833

Submitted on 24 Feb 2022

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

EMPIRES ET ÉCONOMIE

Guillaume Daudin, licencié en histoire, diplômé de l'École nationale de la statistique et de l'administration a fait sa thèse en économie à la London School of Economics et à Paris-I. Il est actuellement chercheur à l'OFCE (Centre de recherche en économie de Sciences Po) et *temporary lecturer* à l'Université d'Édimbourg.

Even if it was not in the way suggested at the begining of the 20th century, economic motives had a role in the creation of European empires. Determining their role in subsequent economic development is difficult because of their intimate link with the process of globalisation. Empires had an important role for specific groups in the European nations and might have been central in pre-industrial development. But their importance for industrial development was small. Yet, they had a durable negative effect on the development of colonized territories through their institutional legacy.

Les empires européens ont joué un tel rôle dans l'histoire mondiale du XVe siècle jusqu'au XXe siècle qu'il est tentant de voir en eux une explication des différences actuelles de développement. D'ailleurs, n'ont-ils pas été créés explicitement pour encourager le développement économique de l'Europe ? Ce n'est pas certain… C'est le premier point que nous examinerons pour clarifier les rapports entre les empires et l'économie. Ceci fait, il est plus facile de déterminer les relations entre les empires et le développement économique des colonisateurs puis des colonisés. Créés en partie seulement pour des raisons économiques, les empires n'ont sans doute pas eu un effet important sur la croissance des Européens après le XVIIIe siècle. Par contre, ils ont souvent été à l'origine de handicaps durables pour le développement des territoires colonisés, même s'ils sont plus subtils que ceux dénoncés souvent.[1]

---

[1] Merci à Sandrine Levasseur pour ses commentaires. Pour une approche plus complète de ces problèmes, on consultera avec profit Austin (2003).

Quelle a été le rôle de l'économie dans la création des empires ?

L'économie a pu jouer un rôle dans la création des empires soit parce que les bénéfices escomptés étaient importants, soit parce que les coûts de l'impérialisme étaient faibles.

La question des coûts

Les empires de l'époque moderne n'ont pas été créés grâce à une supériorité économique manifeste des Européens. Avant la Révolution industrielle, leurs capacités économiques n'étaient pas très supérieures à celles des Américains, des Africains et des Asiatiques. Au XVe siècle, les capacités techniques de Chinois étaient bien supérieures à celles des Portugais : on sait ainsi que les expéditions de Zheng He emportaient chacune plus de 20 000 hommes. Christophe Colomb avait moins de cent hommes d'équipage ; Vasco de Gama moins de 500. Les choses changèrent après la Révolution industrielle, d'autant que les progrès médicaux européens réduisirent fortement les coûts humains de la colonisation des pays tropicaux.

L'expansion européenne a été essentiellement rendue possible par une supériorité militaire : navigation et armement embarqué dans le cas des Portugais ; métallurgie, fusils et chevaux dans le cas des Espagnols ; armes à feu dans le cas des Anglais et des Français en Asie. Les Espagnols ont été fortement aidés par le choc épidémiologique provoqué par la mise en contact de populations humaines séparées depuis plus de 10 000 ans. Celui-ci a réduit la population d'origine américaine, évaluée entre 50 et 100 millions au XVe siècle, à moins de 10 millions au XVIIe siècle. En conséquence, si les coûts de l'impérialisme furent essentiellement militaires, ils venaient plutôt des luttes entre puissances européennes que des résistances locales.

Ce n'est qu'après la Deuxième guerre mondiale que les coûts de l'administration des colonies augmentèrent à cause des nouvelles oppositions politiques et de l'obligation politique pour les métropoles d'investir dans leur développement économique. Les coûts économiques des empires ne représentaient donc pas un obstacle à leur formation. Ils ont par contre eu une importance dans leur disparition.

L'impérialisme, stade ultime du capitalisme ?

Il fallait tout de même que les puissances impériales espèrent en tirer un bénéfice. La justification économique la plus célèbre est sans aucun doute celle de Lénine (Lénine (2005 (1917))). Dans son ouvrage *L'impérialisme, stade suprême du capitalisme*, il explique que le développement ultime du capitalisme correspond – à cause de la baisse tendancielle du taux de profit – au développement d'entreprises monopolistes qui exigent de leurs gouvernements une politique impérialiste pour deux raisons : la conquête de nouveaux marchés et le contrôle de sources exclusives d'approvisionnement en matières premières. Ce raisonnement s'inspire fortement des arguments de Hobson, économiste libéral anglais (Hobson (1988 (1902, 1905))). Lénine considérait l'impérialisme comme une fatalité liée à la sous-consommation caractéristique des économies capitalistes. Hobson y voyait plutôt le fruit de la manipulation des gouvernements européens par les financiers.

Ces arguments ont été à peu près discrédités. Certes, les investisseurs européens ont été friands de placements extérieurs plus rentables à la fin du XIXe siècle. Mais la plupart de ces placements se faisaient dans des pays indépendants. En 1914, les investissements privés de la France vers son Empire s'élevaient à 1,9 milliards de francs. Mais elle avait aussi investi 4,8 milliards dans le continent sud-américain ; 2,2 milliards en Russie ; 2 milliards en Espagne… (Marseille (2005 (1984)), p. 140-141). Les investissements privés britanniques dans l'Empire avant 1880 avaient certes des rendements élevés (12,4% entre 1875 et 1879 contre 5,5% pour les investissements en Grande-Bretagne et 4,3% pour les investissements à l'étranger). Mais ce n'était plus le cas après 1880 (respectivement 4,7%, 4,3% et 5,6% en 1910-1912) (Davis, Huttenback, and Davis (1986), p. 107).

Puisque cet argument lie empire et capitalisme industriel, il ne peut pas non plus s'appliquer à la formation des empires avant la Révolution industrielle.

Le pacte colonial

Les colonies étaient alors vues comme un moyen commode d'assurer un approvisionnement en matières premières à bas prix. Cette motivation était évidente dans le cas de la conquête ibérique de l'Amérique : l'argent du Pérou représentait une source de

revenu vitale pour la couronne espagnole. L'Amérique du Nord fournissait des peaux, du poisson et du bois. Plus au Sud, il était possible de produire des biens tropicaux : sucre, café, indigo, etc. De plus, le deuxième pan du « pacte colonial » imposait aux colonies de n'importer que les biens industriels de la métropole. De manière complémentaire, il s'agissait aussi de se réserver les profits du commerce de produits coloniaux à celle-ci. Cette motivation était celle de l'empire portugais en Asie au XVIe siècle, de l'empire hollandais à partir de la fin du XVIe siècle et des politiques anglaises (*Navigation Acts*) et françaises (Exclusif) au XVIIe siècle.

Entre 1870 et 1910, de nombreux commerçants européens demandèrent à leurs gouvernements l'annexion de parties importantes de l'Afrique de manière à simplifier leurs relations avec les producteurs et acheteurs indigènes. Ils sont soutenus par certains producteurs industriels qui voient dans la création d'un vaste marché qui leur serait réservé une solution commode pour se protéger de la concurrence internationale. Joseph Chamberlain, ministre aux Colonies en Grande-Bretagne de 1895 à 1903, était l'un des défenseurs les plus importants de ce point de vue. Durant l'entre-deux-guerres, la France et la Grande-Bretagne vont tenter de réagir à la crise mondiale en développant des relations commerciales privilégiées avec leurs empires.

Il ne faut toutefois pas négliger que la création effective des empires et leur développement impliquait plusieurs niveaux de prises de décision. Les agents sur le terrain prenaient souvent des initiatives que les gouvernements n'approuvaient que *ex post*. Il ne faut pas non plus négliger les facteurs culturels et politiques qui poussaient à la création des empires. Mais les arguments économiques avaient aussi une place.

Quelles sont les conséquences économiques des empires pour les colonisateurs ?

Les empires ont été en partie créés pour apporter des bénéfices économiques aux métropoles. Le faisaient-ils ?

Des gains pour les métropoles ?

Jusqu'au XIXe siècle, l'hémisphère occidental a fourni aux Européens des calories (essentiellement du sucre) et des matières premières industrielles (essentiellement du coton) qui leur ont donné un avantage décisif par rapport aux Chinois. Ces importations permettaient en effet de dépasser les niveaux de production autorisés la quantité de terre disponible en Europe. Par exemple, en 1830, la production de coton absorbée par l'industrie britannique était équivalente à la production de laine de moutons paissant sur 9 millions d'hectares, soit près de la moitié de la surface exploitable de la Grande-Bretagne (Pomeranz (2000)).

Mais les empires étaient-ils indispensables à ces échanges ? La Grande-Bretagne de 1830 importait son coton en grande partie des États-Unis, qui ne faisaient pas partie de son empire. Il est vrai que sa consommation de sucre dépendait de ses colonies aux Antilles, mais les Antilles espagnoles, françaises ou indépendantes auraient pu les lui fournir. D'un autre côté, peut-on imaginer l'exploitation du métal et des plantations américains sans les efforts de l'administration espagnole et sans la traite négrière, elle-même liée à l'impérialisme ? Jusqu'au XIXe siècle, l'histoire de la mondialisation est dans une large mesure celle de l'impérialisme européen. À partir du XIXe siècle, par contre, le commerce mondial aurait pu se développer sans empire.

Dans ce cas, les avantages de l'empire pour les métropoles venaient simplement des rentes liées à leur situation de fournisseur et d'acheteur privilégié. Les fruits du système de culture forcée dans les Indes Orientales Néerlandaises représentaient plus de 30% des revenus de l'État hollandais dans les années 1850 et 1860 (Brown (1997)). L'empire anglais, lui, a été géré selon une politique de libre-échange jusqu'en 1931 : cela limitait les possibilités d'extraction de rentes. Davis et Huttenback affirment qu'entre 1870 et 1914, l'empire britannique coûtait plus à l'État – notamment en frais de défense – qu'il ne rapportait aux investisseurs. Ce résultat est controversé.

Dans tous les cas, il est certain que pour les grandes économies européennes, les gains nets des relations extra-européennes – y compris l'empire – représentaient une part limitée du PIB. Dans les années 1780, les gains bruts ne représentaient que 8% du PIB britannique et 4,5% du

PIB français (O'Brien (1982), Daudin (2005)). Au vus de ces chiffres, il est impossible de croire que les profits tirés de l'empire étaient au centre du développement européen, comme cela a été affirmé par les économistes du « système-monde capitaliste » (Wallerstein (1980-1984 (1974-1989))).

Des gains pour certains groupes dans les métropoles

Cependant, ces pesées globales ne suffisent pas. D'une part, il est toujours difficile de répondre à la question « qu'est-ce qui est petit ? ». À cause de l'importance de l'agricultures, 8% du PIB britannique dans les années 1780 représentaient plus d'un quart de la production industrielle : est-ce si négligeable ? Plus fondamentalement, même si les activités impériales n'étaient pas importantes pour l'économie dans son ensemble, elles pouvaient être cruciales pour certains secteurs particulièrement dynamiques. Par exemple, dans le cas de la France d'Ancien Régime, le commerce avec les Antilles offrait des profits élevés pour les négociants qui étaient assez riches pour y participer. Ces profits élevés encourageaient l'accumulation de capital par l'ensemble de la communauté marchande, car chacun avait l'espoir de s'enrichir suffisamment pour pouvoir participer au commerce Antillais. La croissance de l'économie française elle-même dépendait du développement des échanges et donc de l'activité de la communauté marchande. En somme, l'empire encourageait la croissance générale de la France par ses promesses d'enrichissement.

Cela est d'autant plus vrai que l'empire représentait une redistribution de ressources entre plusieurs catégories de la population. Ainsi, dans la France d'Ancien Régime, les contribuables payaient les coûts militaires du maintien du système colonial qui facilitait l'enrichissement des négociants. L'empire transférait donc des ressources vers les secteurs les plus dynamiques de l'économie. Ce n'était pas toujours le cas. Dans le cas de l'Espagne, l'État a bénéficié de l'empire américain grâce à l'augmentation des ressources fiscales liées aux importations d'or et d'argent. Ces ressources ont été gaspillées dans une tentative d'hégémonie européenne et la société dans son ensemble en a souffert à cause de l'inflation. En Grande-Bretagne, d'après Davis et Huttenback, l'empire a toujours bénéficié aux financiers et des marchands de Londres et du Sud-Est de l'Angleterre. Mais, au XIXe siècle, ce

ne sont pas eu qui étaient au centre du dynamisme britannique. La Révolution industrielle était centrée autour de Birmigham et Manchester plutôt qu'autour de Londres. L'empire, après avoir joué un rôle positif pour la croissance britannique au XVIIIe siècle n'ait plus fait que soutenir la croissance de la City au XIXe siècle. L'empire français fournit des débouchés et des matières premières pour des secteurs industriels importants avant la Première guerre mondiale. Mais après celle-ci, il servit de plus en plus de marché refuge pour des industries sur le déclin – l'industrie cotonnière notamment (Marseille (2005 (1984))). Il a ainsi servi de frein à la modernisation de l'industrie française.

Les empires ont certainement profité à certains groupes d'industries et d'investisseurs. Ils ont eu parfois, notamment avant la Révolution industrielle, un rôle positif dans le développement des métropoles. Mais ils n'ont jamais été le moteur central de la prospérité européenne et ont même représenté, notamment au XXe siècle, un frein pour sa modernisation.

Les conséquences économiques des empires pour les colonisés

Les empires n'ont donc apporté que des avantages mitigés à l'Europe. Leurs effets sur les colonisés ont été plus importants.

La fausse piste de l'exploitation

Les situations des pays anciennement colonisés sont très contrastées. Les colonies de peuplement anglo-saxon (États-Unis, Canada, Australie…) se sont développées avec vigueur. La colonisation ibérique n'a pas empêché l'Argentine d'être parmi les pays les plus riches au monde au début du XXe siècle. En Afrique et en Asie, le fait de ne pas avoir été colonisé (comme la Thaïlande, la Chine et l'Éthiopie) n'a pas constitué un atout décisif pour le développement économique. L'un des pays les plus riches d'Afrique noire, le Botswana, ne semble pas avoir souffert outre mesure de sa colonisation. La colonisation n'est donc pas systématiquement un obstacle au développement économique.

Marx était paradoxalement optimiste quant aux effets de la colonisation sur l'Inde : si capitalisme détruisait les structures économiques traditionnelles indiennes, il s'installerait en Inde en y transférant les techniques modernes de production. L'impérialisme serait donc le

moyen de diffuser la modernité dans le monde. Cette idée est assez proche de celle que nous avons présentée plus haut comme quoi l'impérialisme était intimement lié à la mondialisation.

Au contraire, pour les penseurs du système-monde et de l'école de la dépendance, le développement du Nord aurait comme corollaire direct le sous-développement du Sud. En effet, les profits éventuels apportés par la diffusion de la modernité auraient été absorbés par les entreprises et les dirigeants occidentaux. Dans ce cadre, la mondialisation actuelle n'est à la limite que la continuation de la colonisation et porte en elle la même condamnation des pays pauvres à le rester. Cette vision est sans doute trop pessimiste. Tout d'abord certains pays hors l'Europe – ou, du moins, certains acteurs économiques dans ces pays – ont tiré bénéfice de la colonisation. Ainsi, l'industrie textile indienne a pu profiter du marché européen jusqu'à la fin du XVIIIe siècle. Les paysans africains et asiatiques ont profité de la diffusion des cultures américaines (pomme de terre, maïs) pour augmenter le rendement de leur agriculture. Enfin, dans de nombreux pays asiatiques, un secteur industriel important était en développement durant la période coloniale. Le Japon avait par exemple encouragé l'installation d'une industrie lourde en Corée.

Les institutions

On le voit, il n'est pas facile d'analyser les effets des empires sur les colonisés. La recherche actuelle s'appuie sur la constatation que les trajectoires différenciées de développement s'expliquent *in fine* par les institutions et les politiques mises en places durant la colonisation et qui ont été héritées par les pays indépendants plutôt que par l'évolution des termes de l'échange ou des flux de capitaux liés à l'exploitation. Dans ce cadre, on peut comprendre pourquoi Marx était trop optimiste.

Prenons par exemple le cas des colonies américaines. Aux États-Unis et au Canada, les populations locales ont été à peu près détruites et remplacées par des populations européennes. Celles-ci ont installé pour leur propre usage des règles juridiques protégeant les droits de propriété. Ces règles juridiques ont été favorables au développement. En Amérique du Sud et dans les Antilles – mêmes britanniques – l'activité économique était organisée autour de l'exploitation par une minorité européenne du travail de la population indigène, des

esclaves noirs et des ressources minières. Les institutions et les règles juridiques mises en place ne défendaient pas les droits de propriété et la liberté d'entreprendre des populations d'origine africaines ou américaines. Elles ont donc représenté un obstacle au développement. Cette explication est intéressante, même si le Sud des États-Unis montre qu'il n'y a pas de fatalité liée à l'économie de plantation. Les circonstances de l'indépendance ont aussi joué : la France a facilité celle des États-Unis, alors que celle des états d'Amérique Latine ont dû payer seuls le coût de leur indépendance.

Pour des raisons similaires à l'expérience de l'Amérique Latine et des Antilles, les États africains et asiatiques, quel qu'ait été leur colonisateur, n'ont pas reçu de celui-ci des habitudes juridiques et politiques favorables. En effet, leurs relations avec l'Europe reposaient en grande partie sur l'exploitation de matières premières dans une société inégalitaire. Les métropoles n'ont d'ailleurs pas beaucoup investi dans leur développement administratif. Les colonisateurs qui espéraient conserver les structures politiques d'origine pour minimiser les coûts administratifs mettaient le plus souvent en place des systèmes autocratiques qui avaient peu à voir avec celles-ci. À l'indépendance, ces structures sont restées en place et représentent encore des handicaps importants pour le développement.

Quand les institutions européennes n'ont pas été imposées sur une population autochtone, les résultats de la colonisation ont souvent été meilleurs. La colonisation japonaise n'a pas été un handicap majeur pour le développement de Taiwan et de la Corée du Sud. Le Botswana a conservé ses structures consultatives pré-coloniales (notamment l'usage d'importantes réunions de consultation appelées *kgotlas*) et a pris le chemin de la démocratie et du développement.

Conclusion

Même si ce n'est pas sous les formes proposées au début du XXe siècle, des motivations économiques ont bien joué dans la création des empires européens. La détermination de leurs effets économiques est rendue plus difficile par le fait qu'ils sont intimement associés à la mondialisation. Les empires ont joué un rôle important au service de certains acteurs dans les métropoles et ce rôle a peut-être été central dans les processus de croissance avant la

Révolution industrielle. Mais leur rôle dans la croissance « moderne » de l'Europe a été faible. Par contre, ils ont souvent obéré le développement des populations colonisées, non pas tant directement à cause d'une éventuelle exploitation que par leur héritage institutionnel. Malgré la bonne volonté de certains colonisateurs, la colonisation a souvent été un handicap pour le développement des institutions économiques et politiques. Cette expérience pourrait servir d'avertissement aux bailleurs de fonds d'aide au développement ou à ceux qui cherchent à remodeler les états faillis. L'expérience impériale montre qu'il est extrêmement coûteux et aléatoire d'intervenir de manière positive dans quelque processus de développement économique et politique que ce soit (Easterly (2006)).

Bibliographie

Austin, Gareth, "Economic Imperialism," dans *The Oxford Encyclopedia of Economic History*, Joel Mokyr (éd.), 2003.

Brown, Ian, *Economic change in South-East Asia, 1830-1980*, Kuala Lumpure ; Oxford, Oxford University Press, 1997.

Daudin, Guillaume, *Commerce et prospérité: la France au XVIIIe siècle*, Paris, PUPS, 2005.

Davis, Lance E., Robert A. Huttenback, and Susan Gray Davis, *Mammon and the pursuit of empire : the political economy of British imperialism, 1860-1912*, Cambridge, Cambridge University Press, 1986.

Easterly, W. R., *The white man's burden: why the West's efforts to aid the rest have done so much ill and so little good*, Penguin Press, 2006.

Hobson, John Atkinson, *Imperialism: a study*, London, Boston, Sidney, Uwin Hyman, 1988 (1902, 1905).

Lénine, Vladimir Ilich, *L'impérialisme, stade suprême du capitalisme*, Paris, Édition Science Marxiste, 2005 (1917).

Marseille, Jacques, *Empire colonial et capitalisme français : histoire d'un divorce*, Paris, Albin Michel, 2005 (1984).

O'Brien, Patrick, "European Economic Development : The Contribution of the Periphery", *Economic History Review*, 35 (1), 1982, pp. 1-18.

Pomeranz, Kenneth, *The great divergence : Europe, China, and the making of the modern world economy*, Princeton, Princeton University Press, 2000.

Wallerstein, Immanuel, *Le système du monde*, Paris, Flammarion, 1980-1984 (1974-1989).